

**Conférence générale****Quatorzième session**

Vienne, 28 novembre-2 décembre 2011

Point 12 de l'ordre du jour provisoire

**Activités de l'ONUDI en rapport avec l'énergie
et l'environnement****Activités de l'ONUDI en rapport avec l'énergie****Rapport du Directeur général**

Le présent document complète les informations contenues dans les documents IDB.39/8/Add.2, IDB.39/8 et IDB.38/16 en apportant des mises à jour sur les questions importantes pour les activités de l'ONUDI en rapport avec l'énergie et le changement climatique. Il contient des informations sur un certain nombre de manifestations de haut niveau qui ont été organisées dans les domaines de l'énergie et du changement climatique au niveau mondial et décrit dans les grandes lignes la participation de l'ONUDI aux préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Conférence Rio+20).

I. Forum de l'énergie de Vienne 2011

1. Le Forum de l'énergie de Vienne 2011, intitulé "Énergie pour tous: il est temps d'agir" et coorganisé par l'ONUDI, le Ministère fédéral autrichien des affaires européennes et internationales et l'Institut international d'analyse appliquée des systèmes (IIASA), s'est tenu du 21 au 23 juin 2011; il a rassemblé environ 1 400 participants de plus de 100 pays, notamment des décideurs, fonctionnaires, scientifiques, experts en énergie et représentants d'organisations non gouvernementales (ONG). Plus de 50 représentants de gouvernements et plusieurs anciens chefs d'États ou de gouvernements ont assisté au Forum, qui a bénéficié du soutien, entre autres, de partenaires clefs dont l'Allemagne, l'Italie, la Pologne, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et le Fonds de l'OPEP pour le développement international. Le Forum, largement couvert par les médias, a notamment fait l'objet de retransmissions en direct par la BBC.



2. Le Forum a facilité un dialogue international sur la concrétisation de l'accès universel à l'énergie et sur les multiples retombées positives de l'accroissement de l'efficacité énergétique. Les grands thèmes abordés pendant la conférence étaient les suivants: a) convenir d'une définition commune de l'accès à l'énergie; b) convenir d'une stratégie afin de garantir l'accès universel à des services énergétiques modernes et d'accroître de 40 % l'efficacité énergétique d'ici à 2030; et c) identifier des cibles indicatives et des politiques à l'appui de ces objectifs et donner la priorité aux actions nationales et régionales clefs en matière d'accès à l'énergie et d'efficacité énergétique, et améliorer la prise de décision, y compris par l'aide à la participation aux négociations internationales.

3. Les 21 et 22 juin 2011, l'ONUDI et ONU-Énergie ont conjointement organisé une Réunion ministérielle qui s'est penchée sur le rôle de l'énergie et de l'industrie verte en rapport avec les thèmes et objectifs de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Conférence Rio+20), à savoir l'économie verte, l'élimination de la pauvreté et le développement durable. Les résultats de cette réunion ont été présentés à la trente-neuvième session du Conseil du développement industriel, sous la forme du compte rendu du Président de la Réunion ministérielle sur l'énergie et l'industrie verte (IDB.39/CRP.6*).

4. L'influent Círculo de Montevideo a tenu sa réunion annuelle à Vienne du 21 au 24 juin. Il offre à ses 30 membres de renom un forum permanent de réflexion dont le but est d'examiner et recenser les stratégies et moyens qui permettent de promouvoir un développement industriel durable en Amérique latine. Parmi ses membres figurent d'anciens présidents et chefs d'États, des universitaires, des décideurs, des chefs d'organisations internationales et des dirigeants d'envergure mondiale de différents secteurs.

5. En marge du Forum, des parties prenantes intéressées ont organisé plusieurs consultations ou manifestations parallèles de moindre ampleur, dont notamment:

a) Une manifestation parallèle sur la définition de l'accès à l'énergie accueillie par le Ministère fédéral allemand de la coopération pour le développement (BMZ);

b) Une manifestation parallèle sur l'énergie renouvelable dans les pays en développement accueillie par la Coopération autrichienne pour le développement;

c) Une manifestation parallèle sur l'accès à l'énergie propre accueillie par le Réseau mondial de l'énergie au service du développement durable (GNESD);

d) Une manifestation parallèle accueillie par l'Alliance mondiale pour les foyers améliorés;

e) Une manifestation parallèle sur la bioénergie accueillie par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO);

f) Une réunion informelle du Conseil consultatif international qui coordonne les préparatifs de la conférence de haut niveau "Énergie pour tous – financer l'accès des pauvres à l'énergie", qui devait se tenir à Oslo les 10 et 11 octobre 2011;

g) Des consultations informelles sur l'Initiative climat Paris-Nairobi;

h) Une réunion du Conseil de l'initiative Global Energy Assessment (GEA);

i) L'enregistrement de l'émission "World Debate" de la BBC consacrée aux solutions envisageables pour faire avancer le développement au XXI^e siècle.

II. Normes internationales sur les systèmes de gestion de l'énergie

6. Une étape importante a été franchie cette année en matière d'élaboration de normes internationales sur l'efficacité énergétique. À Genève, le 17 juin 2011, l'Organisation internationale de normalisation (ISO) a publié la nouvelle norme ISO 50001 sur les systèmes de management de l'énergie. L'ONUDI a été reconnue comme instigateur du processus de normalisation et comme membre actif du groupe de développement technique. La norme fournit aux organisations des secteurs public et privé les meilleures pratiques qui, en matière de systèmes de gestion, permettent d'accroître l'efficacité énergétique, de réduire les coûts et d'améliorer la performance énergétique.

7. Comme indiqué dans le document IDB.39/8/Add.2, l'ONUDI travaillera au cours des trois prochaines années dans plus de 10 pays en développement et pays émergents pour renforcer la capacité technique des entreprises et des institutions nationales, en vue de la mise en place dans l'industrie de systèmes de gestion de l'énergie conformes à la norme ISO 50001. L'objectif est de fournir aux organisations un cadre reconnu pour les amener à tenir compte des questions de performance énergétique dans leurs pratiques de gestion. Les projets de l'ONUDI renforceront aussi les capacités institutionnelles existantes ainsi que les cadres directifs et réglementaires pour accompagner l'adoption de normes sur les systèmes de gestion de l'énergie dans l'industrie.

III. La conférence ministérielle sur l'énergie en Afrique

8. Les 15 et 16 septembre 2011 s'est tenue une conférence ministérielle intitulée "En route pour Durban: promouvoir l'accès à l'énergie durable pour l'Afrique" qui a rassemblé de nombreux ministres de l'énergie africains; elle a abouti à un consensus sur les actions prioritaires à mener pour soutenir le programme de développement énergétique de l'Afrique de façon durable, avant la dix-septième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) qui doit se tenir à Durban (Afrique du Sud) du 28 novembre au 9 décembre 2011. Accueillie par l'Afrique du Sud et l'Union africaine, la conférence ministérielle a bénéficié du soutien de la Banque mondiale et de l'ONUDI. Pendant la conférence, l'ONUDI a organisé une manifestation parallèle sur les outils de formation relatifs à l'énergie durable, à laquelle ont assisté de nombreux représentants de gouvernements.

9. La conférence ministérielle a adopté la Déclaration de Johannesburg, qui énonce un certain nombre de priorités, notamment la nécessité d'élargir considérablement l'accès à des services énergétiques modernes, propres et de grande qualité; d'accroître la sécurité énergétique en développant la production et le transport d'électricité au niveau régional; de réduire la vulnérabilité au changement climatique; de donner la priorité à l'énergie propre; de trouver des ressources financières; et de renforcer les capacités en matière d'innovation et de technologie.

10. Les représentants sont également convenus de soutenir le développement des capacités de production en mettant l'accent sur les projets régionaux, d'accroître le financement des activités relatives au développement institutionnel et à l'élaboration de politiques, et de travailler ensemble de manière plus rapprochée dans les domaines de la planification de l'énergie et de la coopération internationale, ainsi que du développement du commerce régional et des ressources énergétiques.

11. Dans le cadre d'un projet sur l'énergie financé par le FEM, l'ONUDI collabore avec le Gouvernement sud-africain afin de réduire l'empreinte carbone de la dix-septième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Ce projet mettra en vedette le partenariat entre l'Afrique du Sud, le FEM et l'ONUDI pour ce qui est de réduire les émissions de gaz à effet de serre, de promouvoir les énergies renouvelables, de faire la démonstration des technologies à faible émission de carbone et des meilleures pratiques, et de faire mieux comprendre les enjeux des changements climatiques lors de la Conférence des Parties

IV. Feuille de route technologique pour la séquestration du carbone dans l'industrie

12. Comme rapporté dans le document IDB.39/8/Add.2, l'ONUDI a dirigé l'élaboration d'une feuille de route technologique pour la séquestration du carbone dans l'industrie afin de faire progresser au plan mondial l'adoption de technologies à faible émission de carbone par l'industrie, en particulier dans les pays en développement et en transition. La séquestration du carbone est une méthode clef de réduction des émissions dans l'industrie pour laquelle, contrairement à ce qui se passe dans le secteur de la production d'électricité, il n'y a pas de solution de remplacement viable. La feuille de route est financée et soutenue par le Ministère norvégien du pétrole et de l'énergie et le Global CCS Institute. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) et le Centre de recherche sur l'énergie des Pays-Bas sont aussi des partenaires de cette activité.

13. Le 20 septembre 2011, l'AIE a publié un rapport intitulé *Technology Roadmap – Carbon Capture and Storage in Industrial Applications* (Feuille de route technologique – séquestration du carbone dans le secteur industriel), où elle indique que la séquestration du carbone pourrait éventuellement jouer un rôle important dans la réduction des émissions de dioxyde de carbone. Elle y fait le point sur la situation actuelle et présente un aperçu des techniques de captage industrielles et un exposé des étapes principales, des objectifs et des besoins en matière de politique générale.

V. L'initiative Énergie durable pour tous

14. Le 20 septembre 2011, le Secrétaire général de l'ONU a annoncé la création d'un Groupe de haut niveau chargé de fournir des conseils et des orientations aux fins de l'initiative Énergie durable pour tous. L'initiative vise à soutenir la réalisation de trois objectifs mondiaux interconnectés, à savoir l'accès universel aux services énergétiques modernes, le doublement de l'efficacité énergétique et le

doublément la part de l'énergie renouvelable dans la production mondiale d'énergie d'ici à 2030. Le Groupe de haut niveau est coprésidé par le Directeur général de l'ONUDI et le Président de la Bank of America Corporation, M. Charles Holliday. La création du Groupe de haut niveau fait suite à la décision par laquelle l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé 2012 Année internationale de l'énergie durable pour tous, et elle s'inspire des travaux menés par l'ONUDI à l'appui du Groupe consultatif du Secrétaire général sur l'énergie et le changement climatique ainsi que des activités amorcées par l'ONUDI et ses partenaires du secteur privé et au sein d'ONU-Énergie.

VI. Le rôle et la contribution de l'ONUDI à la Conférence Rio+20

15. La Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Conférence Rio+20) se tiendra à Rio de Janeiro du 4 au 6 juin 2012. Elle marquera le vingtième anniversaire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) qui s'est tenue en 1992, également à Rio de Janeiro, et le dixième anniversaire du Sommet mondial pour le développement durable tenu en 2002 à Johannesburg.

16. La Conférence Rio+20 a pour objectif de renouveler l'engagement politique en faveur des principes du développement durable, d'évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs fixés à l'échelle internationale et de relever les nouveaux défis. Elle portera aussi sur deux thèmes particuliers: une économie verte dans le contexte de la réduction de la pauvreté et du développement durable, et un cadre institutionnel pour le développement durable.

17. Avec ses partenaires au sein d'ONU-Énergie et avec d'autres parties prenantes clefs, l'ONUDI joue un rôle actif dans le processus de préparation de la Conférence Rio+20, qui représente une importante occasion de poser les bases d'une croissance verte forte, durable et équilibrée reposant sur la poursuite de l'industrialisation.

18. Dans ce contexte, l'ONUDI cherchera à attirer l'attention sur la nécessité de transformer fondamentalement les systèmes énergétiques mondiaux pour permettre aux pays en développement de passer outre les systèmes actuels et d'accéder à des services énergétiques propres, durables, abordables et fiables.

19. Une contribution primordiale de l'ONUDI à la Conférence Rio+20 s'articule autour de deux thèmes majeurs: énergie durable pour tous et industrie verte. L'ONUDI est tenue de garantir que les trois objectifs concernant l'énergie au service du développement durable, également dénommés "objectifs 30-40-30"¹, seront bien repris dans les comptes rendus et textes issus de la Conférence, en particulier dans le programme d'action et les objectifs de développement durable qui devraient être négociés et convenus à la Conférence. L'ONUDI travaille avec ses partenaires au sein d'ONU-Énergie à l'élaboration de la Stratégie du Secrétaire général sur l'énergie durable pour tous et du programme d'action y relatif, qui

¹ Sur la base des travaux du Groupe consultatif sur l'énergie et le changement climatique, l'ONUDI préconise l'accès à l'énergie durable pour tous d'ici à 2030, la réduction de l'intensité énergétique mondiale de 40 % d'ici à 2030 et l'augmentation de 30 % la part des sources d'énergie renouvelable dans la répartition des sources d'énergie mondiale d'ici à 2030.

devront être lancés à l'occasion de la Conférence Rio+20, au cours de la journée thématique qui, parmi de nombreuses autres, sera consacrée à l'énergie.

20. L'ONUDI s'efforcera aussi de dégager un consensus sur le concept d'économie verte puisqu'il importe que les pays en développement disposent d'opportunités concrètes d'intégrer les marchés mondiaux de biens et services environnementaux. Elle entend présenter à Rio son initiative en faveur de l'industrie verte, qui offre des cadres de politique générale, des instruments et des exemples de mesures de bonne pratique à l'appui de l'écologisation du secteur industriel des pays en développement et en transition. Dans ce contexte, l'initiative de l'ONUDI en faveur de l'industrie verte est également conçue pour donner la possibilité aux pays en développement de pénétrer sur le marché mondial de produits et services plus écologiques en préconisant des schémas de production et de consommation durables.

VII. Mesures à prendre par la Conférence

21. La Conférence voudra peut-être prendre note des informations contenues dans le présent document.
